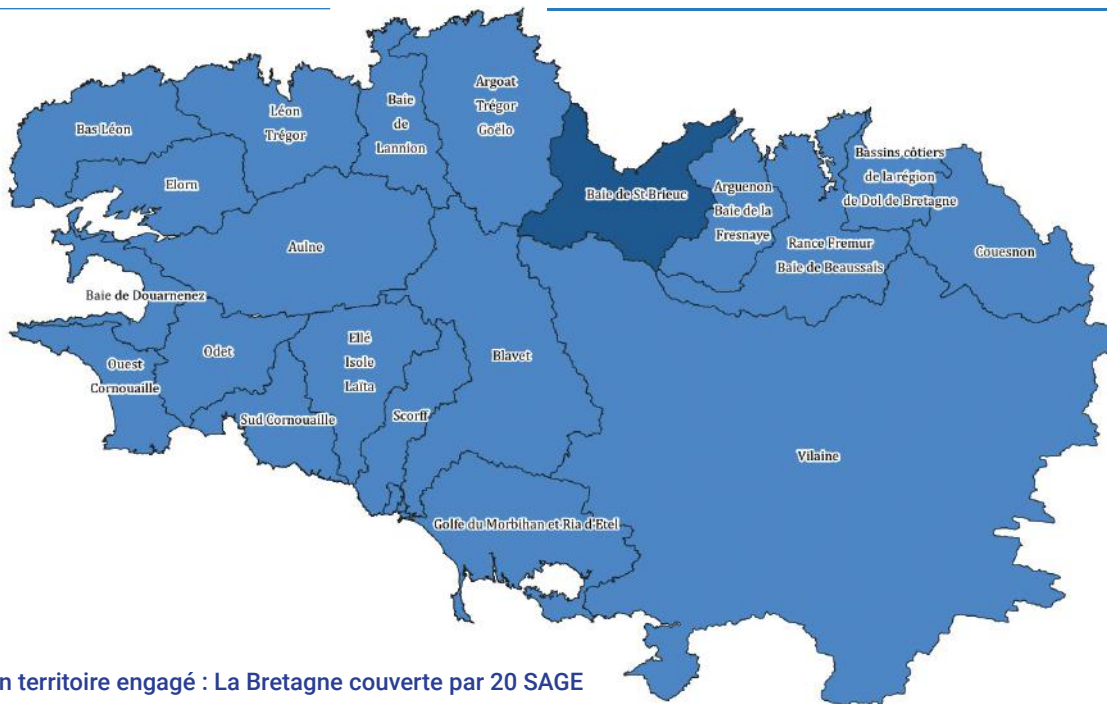


# GUIDE DU SAGE

À DESTINATION DES ÉLUS DES COLLECTIVITÉS  
& DES MEMBRES DES CLE



Un territoire engagé : La Bretagne couverte par 20 SAGE



## 01. LES SAGE EN BRETAGNE

### LE SAGE : UN OUTIL MAJEUR POUR GARANTIR L'ÉQUILIBRE D'UN TERRITOIRE

Outil de planification et de déclinaison du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), défini au niveau d'un grand district hydrographique (Loire-Bretagne pour ce qui nous concerne), le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) fixe, plus localement au niveau d'un bassin versant (BV), des objectifs généraux d'utilisation, de protection et de mise en valeur de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques.**

Élaboré de façon concertée par les membres de la Commission Locale de l'Eau (CLE), à l'échelle d'un bassin versant, le SAGE est constitué de deux documents principaux - Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et le Règlement - pourvus d'une portée juridique différente. **Le SAGE permet de répondre localement aux objectifs d'atteinte du bon état des masses d'eau superficielles, souterraines et littorales d'ici à 2027, fixés par la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), et à d'autres objectifs locaux concernant la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau et des milieux aquatiques.**

**Le SAGE est un outil majeur pour garantir l'équilibre d'un territoire.** En effet, l'aménagement urbain et les activités économiques sont indissociables de la ressource en eau. Une gestion à l'échelle du bassin versant permet de garantir une bonne répartition des usages et de mieux gérer leurs impacts sur cette ressource et les milieux.

### LES DOCUMENTS DU SAGE

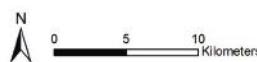
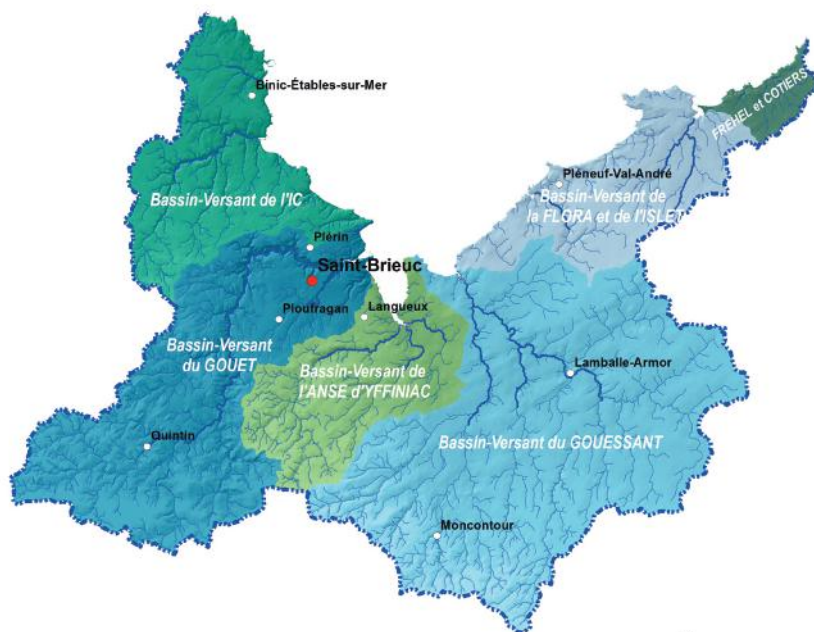
- ✓ **Le PAGD de la ressource en eau et des milieux aquatiques** exprime le projet de la CLE. Il expose les enjeux, définit les objectifs généraux, ainsi que les conditions et les mesures prioritaires retenues par la CLE pour les atteindre. Il précise les acteurs concernés, les délais et les modalités de mise en œuvre. Le PAGD est opposable à l'administration et aux collectivités locales (dossiers IOTA, documents d'urbanisme, schémas des carrières...).
- ✓ **Le Règlement du SAGE** renforce et complète certaines mesures prioritaires du PAGD par des règles opposables aux tiers et à l'administration.

À ces deux documents s'ajoutent **un rapport de présentation et une évaluation environnementale** qui identifie, décrit et évalue les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du SAGE sur l'environnement.

### LES PARTICULARITÉS HYDROGRAPHIQUES BRETONNES

La particularité géologique de la Bretagne fait qu'une multitude de petits fleuves côtiers s'écoulent rapidement à la mer, avec autant de bassins versants mêlant souvent activités rurales, agricoles, développement urbain et enjeux littoraux.

## LE SAGE BAIE DE SAINT-BRIEUC



### CARTE D'IDENTITÉ DU TERRITOIRE

Région



Département



Communes

**74**

dont 52 comprises en  
totalité dans le périmètre

Surface

**1110** km<sup>2</sup>

Cours d'eau et canaux

**1850** km  
de linéaires

#### Bassins versants et cours d'eau principaux

Le bassin versant de la baie de Saint-Brieuc regroupe les bassins versants de l'IC, du Gouët, de l'Anse d'Yffiniac, du Gouëssant ainsi que de la Flora, de l'Islet et des côtières de Fréhel.

#### Milieu récepteur

La baie de Saint-Brieuc

Les eaux littorales du bassin versant de la baie de Saint-Brieuc sont marquées par la prolifération d'algues vertes témoignant d'un apport excessif de nutriments vers la mer. Les conditions morphologiques et hydrodynamiques rendent la baie particulièrement sensible à cette problématique.

L'économie du territoire repose principalement sur les activités agricoles et agro-industrielles induisant des pressions sur la ressource en eau : prélèvements, transfert de nutriments (azote, phosphore), contamination par les pesticides, mise en culture des zones humides, etc.

De plus, la population et les activités industrielles concentrées sur la frange littorale provoquent une forte artificialisation de l'hydrosystème ainsi qu'une concen-

tration des rejets. Ces nuisances impactent l'image du territoire, son attractivité et l'économie touristique.

Grâce aux efforts consentis par les agriculteurs depuis la fin des années 90, et grâce à la modernisation des principales stations d'épurations, les quantités d'azote arrivant en baie durant la période de croissance des algues (entre mai et septembre) ont diminué de près de 400 tonnes à 186 tonnes entre 2000 et 2020. L'objectif du SAGE est de passer en dessous des 130 tonnes en 2027 sur cette période et de 850 tonnes annuellement.

Si jusqu'à présent la production en eau potable sur le territoire n'était pas un enjeu, la gestion et le partage de la ressource en eau va être prépondérante dans les années à venir.

## 5 ENJEUX PRINCIPAUX

La gestion de l'eau concerne de nombreux usagers et suscite de nombreuses attentes. Sur le bassin versant de la baie de Saint-Brieuc, 5 grands enjeux liés à l'eau ont été identifiés :

### L'ORGANISATION DE LA GESTION DE L'EAU

doit garantir une mise en œuvre efficace du SAGE grâce à une structuration de la maîtrise d'ouvrage sur des zones prioritaires.

### L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DES EAUX

est essentielle pour agir contre la prolifération des algues vertes et les contaminations bactériologiques.

### LA SATISFACTION DES BESOINS EN EAU POTABLE ET DES USAGES LITTORAUX

conchyliculture et baignade notamment en dépendent.

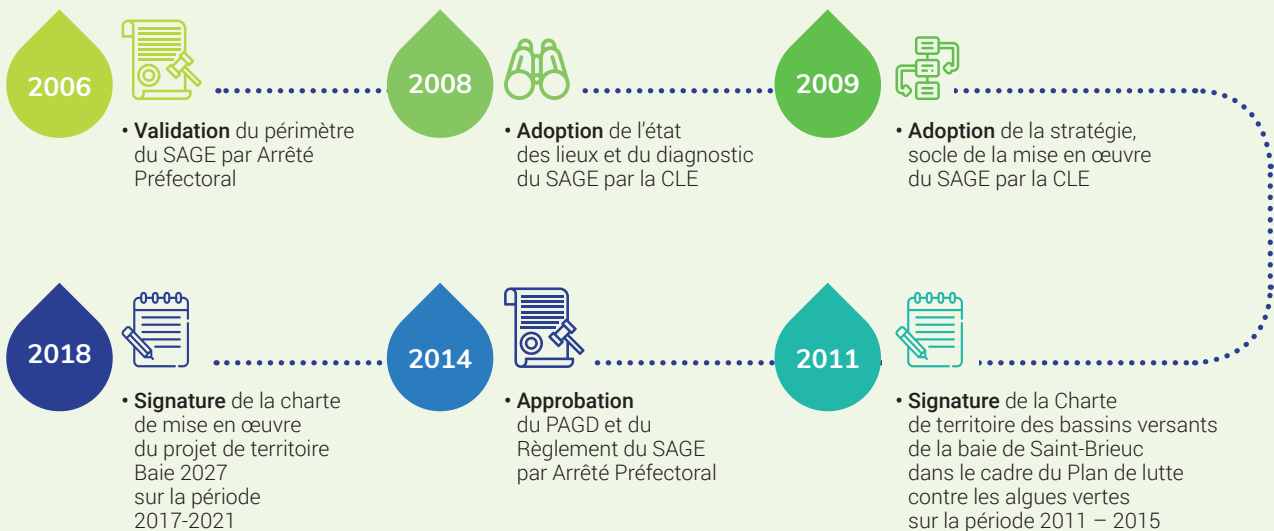
### LA QUALITÉ DES MILIEUX AQUATIQUES

contribue aux deux enjeux précédents. Pour cela, les zones humides et les cours d'eau doivent être protégés et restaurés.

### LE PARTAGE DE LA RESSOURCE EN EAU

sera un sujet majeur lors de la prochaine révision du SAGE.

## UNE CONCERTATION IMPORTANTE



Plus d'informations sur [www.pays-de-saintbrieuc.org](http://www.pays-de-saintbrieuc.org)



## LE SAGE EST UN OUTIL DE DÉBAT PARTICIPATIF EXTRAORDINAIRE !



*En échangeant nos points de vue, tous autour de la table, chacun peut comprendre les attentes et les exigences de l'autre.*

*Ces débats constructifs ont d'ailleurs permis d'aboutir, sur le territoire de la Baie de Lannion, à une stratégie de lutte contre les algues vertes adoptée à la quasi-unanimité. Le SAGE constitue un véritable outil de*

*référence et d'informations sur les enjeux liés à l'eau au service des territoires. Une fois approuvé, il est important de le faire vivre. Il apporte une vision globale et le recul nécessaire aux stratégies de développement du territoire dépendant d'une ressource en eau disponible en qualité et en quantité suffisante.*

*Il me semble essentiel, pour porter et défendre les orientations du SAGE, de former les élus au cycle de l'eau sur*

*leur territoire. Il est important aussi de mutualiser avec les SAGE voisins sur les dossiers communs, mais rester vigilant à ne jamais perdre la proximité au territoire et la cohérence hydrographique, indispensables à l'efficacité des actions.*

**Jean-Claude LAMANDÉ**  
Président de la CLE du SAGE  
Baie de Lannion






## 02. GOUVERNANCE

### LA CLE, LE PARLEMENT LOCAL DE L'EAU QUI PILOTE LE SAGE

La CLE est l'instance de concertation et de décision du SAGE.

Ses membres sont répartis au sein de 3 collèges (élus, usagers, services de l'État). Elle élabore et révisé le SAGE. Une fois celui-ci approuvé, elle le fait vivre et assure le suivi de sa mise en œuvre, notamment en émettant des avis sur les projets soumis à sa consultation.

Les services de l'État sont en charge de la mise en application réglementaire du SAGE.

| ÉLUS  | USAGERS  | SERVICES DE L'ÉTAT   |
|---|--|--|
|  (Min. 50%)  |  (Min. 25%)  |  (Max. 25%)   |
| <b>Collège des collectivités territoriales, de leurs groupements et des établissements publics locaux</b>   | <b>Collège des usagers, des propriétaires fonciers, des organisations professionnelles et des associations</b>   | <b>Collège des services et des établissements publics de l'État</b>  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseil régional de Bretagne</li> <li>• Conseil départemental des Côtes-d'Armor</li> <li>• Syndicat de production et d'alimentation en eau potable</li> <li>• Etablissement public territorial de bassin de la Baie de Saint-Brieuc</li> <li>• Saint-Brieuc Armor Agglomération</li> <li>• Lamballe Terre &amp; Mer</li> <li>• Leff Armor Communauté</li> <li>• Dinan Agglomération</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chambre d'agriculture, de commerce et d'industrie, des métiers et de l'artisanat</li> <li>• Syndicat départemental de la propriété privée rurale</li> <li>• Section régionale de la conchyliculture Bretagne nord</li> <li>• Fédération pour la pêche et la protection du milieu aquatique</li> <li>• Fédération Côtes-d'Armor nature environnement</li> <li>• Vivarmor nature</li> <li>• Eau et rivières de Bretagne</li> <li>• Réserve naturelle de la baie de Saint-Brieuc</li> <li>• Fédération des coopératives agricoles des Côtes-d'Armor</li> <li>• UFC-Que choisir</li> <li>• INPACT Bretagne</li> <li>• Producteurs d'hydroélectricité</li> <li>• Comité départemental de canoë-kayak</li> <li>• Association de sauvegarde des moulins de Bretagne</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Préfet coordonateur du bassin Loire-Bretagne</li> <li>• Préfet des Côtes-d'Armor</li> <li>• Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne</li> <li>• Directeur de la Mission interservices de l'eau et de la nature</li> <li>• Directeur départemental des territoires et de la mer</li> <li>• Directrice interrégionale de Bretagne - Pays de la Loire de L'Office français de la biodiversité</li> <li>• Directeur de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne (AELB)</li> <li>• Directeur du Centre de valorisation des algues</li> </ul> |



## L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL DE BASSIN DU PAYS DE SAINT-BRIEUC : LA STRUCTURE JURIDIQUE PORTEUSE DE LA CLE

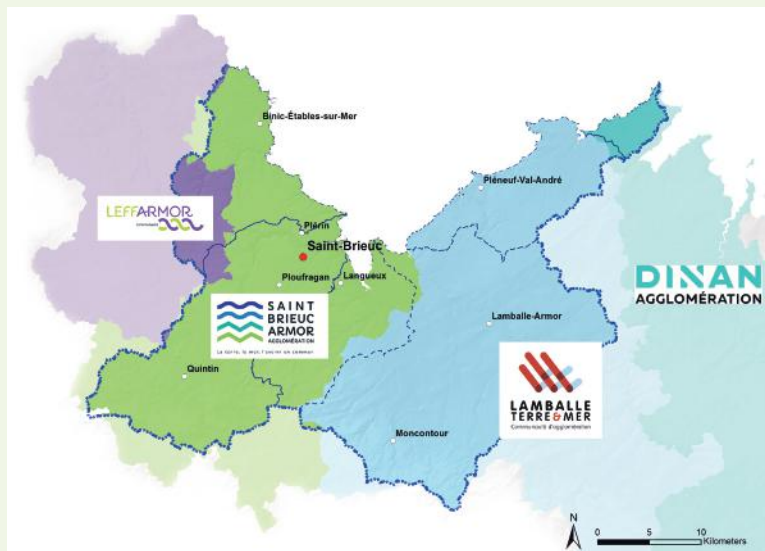
### ELLE ASSURE LA MISE EN ŒUVRE ET L'ANIMATION DU SAGE

La CLE étant une commission administrative sans personnalité juridique, elle doit pouvoir s'appuyer sur une structure juridique porteuse, qui assure la mise en œuvre et l'animation du SAGE, et porte les études et prestations demandées par la CLE dans le cadre de l'élaboration ou de la mise en œuvre du SAGE.

**La CLE du SAGE de la Baie de Saint-Brieuc s'appuie sur l'Etablissement Public Territorial de Bassin du Pays de Saint-Brieuc pour assurer l'animation du SAGE.**

Le Bureau de la CLE est l'organe exécutif de la Commission : il est chargé de préparer les séances et les avis de la CLE. Il se compose de **16 membres** issus des 3 collèges d'acteurs.

Des commissions thématiques ont été créées pour traiter de sujets spécifiques tels que la lutte contre les algues vertes ; l'agriculture et la gestion de l'espace ; le littoral et la gestion des eaux urbaines ; l'examen des dossiers soumis au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques. Ces commissions, composées de membres de la CLE, sont élargies à des associations, organisations professionnelles et économiques. D'autres groupes peuvent être créés suivant les projets qui émergent sur le territoire.



## 03. PLANIFICATION ET OPÉRATIONNALITÉ

### ORGANISATION DES ACTEURS DU TERRITOIRE

#### LE PETR-EPTB DE LA BAIE DE ST-BRIEUC

Il est chargé de l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et la révision du SAGE. Il coordonne globalement le contrat territorial, anime les instances de coordination et traite les indicateurs de suivi des actions des maîtres d'ouvrage.

Il anime la plateforme foncière et le volet économique du PLAV. Il assure la formation et le soutien des techniciens des collectivités.

#### LES COLLECTIVITÉS

Elles pilotent les actions en lien avec la gestion des milieux aquatiques, l'aménagement du bassin et les actions agricoles spécifiques aux sous-bassins.

Elles sont aussi compétentes sur la gestion de l'eau potable ainsi que l'assainissement collectif et non collectif.

#### AUTRES MAÎTRES D'OUVRAGES ASSOCIÉS AU PROJET DE TERRITOIRE

La Chambre d'Agriculture, le Groupement des Agriculteurs Biologistes des Côtes-d'Armor (GAB), le Centre d'Etudes pour le Développement d'une Agriculture Plus Autonome (CEPADA), l'association Terres et Bocages, l'association Agréée pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique de Saint-Brieuc Quintin Binic ainsi que les communes de Ploufragan et de Pléneuf-Val-André.

#### LES ORGANISMES DE CONSEIL AGRÉÉS POUR ACCOMPAGNER LES AGRICULTEURS DANS LE CADRE DE « BAIE 2027 »

Altéor environnement, Bretagne Conseil Elevage Ouest, Capinov, le CEDAPA, CERFRANCE, Cohérence, la COOPERL, la CRAB, le GAB, le Gouëssant, Pâturage Sens et le SEGRAFO

#### LES PRINCIPAUX PARTENAIRES FINANCIERS

L'Etat, l'AELB, la Région Bretagne et le Département des Côtes-d'Armor.

### LES TABLEAUX DE BORD DES SAGE

Une fois le SAGE validé, la CLE met en place un tableau de bord qui, au travers d'indicateurs qu'elle aura choisis, **permet de savoir où en est l'avancement de la mise en œuvre des prescriptions et préconisations** du SAGE. Ce tableau de bord pourra être utilisé comme base à une relecture ou une révision du SAGE.

### LA CLE DOIT DEVENIR UN ACTEUR MAJEUR DU DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE !



*Elaborer un SAGE et le mettre en œuvre est un investissement fort : il génère des dépenses d'énergie collective, et ne se justifie que si le SAGE apporte une réelle plus-value dans la politique de l'eau.*

*Le SAGE ne peut se contenter des objectifs nationaux inscrits dans la réglementation,*

*il doit les adapter au territoire et les renforcer si besoin. La création du SAGE permet une mobilisation locale de l'ensemble des acteurs publics, collectivités, industriels, et agricoles autour d'objectifs communs ambitieux adaptés aux territoires à une échelle pertinente, l'échelle du bassin versant.*

*La réussite réside dans le maintien de cette mobilisation, dans la parfaite adéquation entre ses orientations et*

*les décisions des intercommunalités en termes d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de développement économique... La CLE doit devenir un acteur majeur du développement du territoire et faire entendre sa voix : elle doit s'exprimer sur la cohérence des projets locaux avec les objectifs fixés dans le SAGE y compris quand la loi n'oblige pas sa consultation.*

**Gilles HUET**  
Eau et Rivières de Bretagne

## 04. CONTEXTE NATIONAL ET RÉGLEMENTAIRE

### LA POLITIQUE DE L'EAU

#### 1. LA DIRECTIVE CADRE SUR L'EAU (DCE)

En 2000, la DCE instaure l'obligation de protéger et restaurer la qualité des eaux et des milieux aquatiques dans l'ensemble de l'Union européenne.

Elle fixe comme objectif de rétablir - ou de maintenir lorsque c'est déjà le cas - le bon état de toutes les eaux de l'Union européenne, c'est-à-dire des cours d'eau, des plans d'eau, des eaux littorales et des eaux souterraines. Les objectifs de bon état des masses d'eau sont complétés par des objectifs plus globaux portant sur :

- la réduction progressive de la pollution due aux substances prioritaires et l'arrêt ou la suppression des émissions, rejets et pertes de substances dangereuses prioritaires ;
- le respect des objectifs des zones protégées au titre de la législation communautaire (zones vulnérables, zones sensibles, zones Natura 2000, zones conchylicoles, zones de baignade, etc.).

#### 2. LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES (LEMA)

Adoptée en 2006 et rédigée pour atteindre les objectifs fixés par la DCE,

elle constitue désormais le texte central de la politique française de l'eau. Elle réaffirme le bassin versant comme le périmètre de la mise en œuvre d'une gestion durable de l'eau.

Elle amplifie l'association des usagers de l'eau et de leurs représentants à la définition de la politique de l'eau.

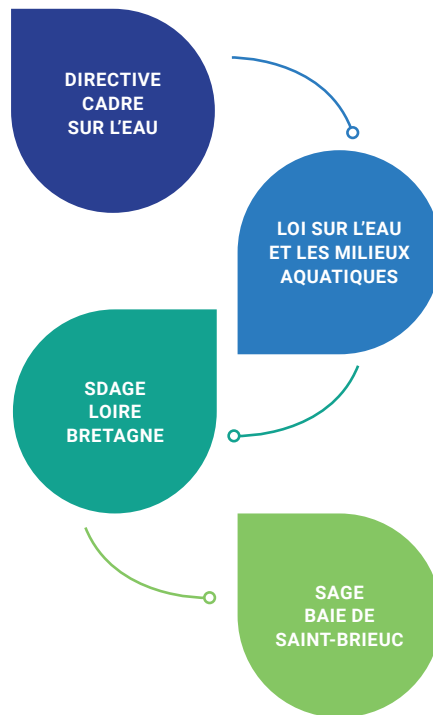
Enfin, elle conserve et renforce le financement de cette politique, qui repose sur deux principes : « l'eau paie l'eau » (les coûts de l'eau potable et de l'assainissement sont pris en charge par les utilisateurs de l'eau potable) et « pollueur-payeur » (les usagers de l'eau et des milieux aquatiques participent financièrement aux actions de préservation et d'amélioration de l'état des milieux aquatiques, en particulier par le biais de taxes).

#### 3. LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)

Il fixe pour six ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus en matière de « bon état des eaux » sur son territoire.

Ils sont au nombre de 12, un pour chaque « district hydrographique » de la France métropolitaine et d'outre-mer.

La Bretagne fait partie du bassin Loire-Bretagne. Suite à une phase de concertation (acteurs de la gestion de l'eau, particuliers...), le SDAGE 2016 – 2021 va être mis à jour et aboutira à une version révisée 2022 – 2027.



### LE SAGE DOIT PERMETTRE DE FAIRE AVANCER LES PROJETS COMPLEXES !



La DDTM participe aux CLE du département soit en tant que membre du collège État, soit en représentation du préfet.

Le rôle de la CLE reste primordial une fois le SAGE approuvé, d'autant plus que la nouvelle organisation de l'exercice de la compétence GEMAPI a pu bouleverser la mise en œuvre opérationnelle des actions.

Une CLE qui coordonne les maîtrises d'ouvrage reste attentive aux solidarités

amont-aval et traite de sujets délicats. En termes d'ambition, pour les territoires où le bon état est d'ores et déjà atteint au titre de la DCE, il est nécessaire de restaurer davantage les milieux et de reconquérir la biodiversité.

Pour ceux au contraire où les cours d'eau restent dans un état dégradé de par les actions passées (recalibrage, drainage, seuils, plans d'eau, ...), le SAGE doit permettre de faire avancer les projets complexes, en particulier la restauration hydromorphologique des cours d'eau



nécessitant des travaux conséquents, mais bénéfiques pour la qualité de l'eau et les écosystèmes aquatiques.

Guillaume HOFFLER  
DDTM 29

## LES COMPÉTENCES DANS LE DOMAINE DE L'EAU

La planification et la gestion liées au grand cycle de l'eau sont exercées à l'échelle hydrographique.

La Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) est, en France, une compétence juridique, exclusive et obligatoire, exercée depuis 2018 par les EPCI-FP, et pouvant être confiée à un syndicat mixte. Cette compétence découle des lois de décentralisation (loi MAPTAM et NOTRe).

La GEMAPI contient 4 missions obligatoires définies à l'Article L.211-7 du Code de l'environnement (rubriques 1, 2, 5 et 8), liées d'une part à la gestion des milieux aquatiques (GEMA), et d'autre part à la prévention des inondations (PI).

D'autres compétences (les autres rubriques de l'Article L.211-7) liées au grand cycle de l'eau, comme la lutte contre les pollutions ou la lutte contre l'érosion des

sols, essentielles pour l'atteinte du bon état, sont facultatives et peuvent être exercées à plusieurs échelons.

Parallèlement, les compétences, liées au petit cycle de l'eau, relatives à la gestion de l'eau potable (production et/ou distribution) et à l'assainissement des eaux usées (collectif et non-collectif) sont exercées par des EPCI-FP ou des syndicats. Ces compétences seront à terme complétées par celles relatives à la gestion des eaux pluviales urbaines.

## LA PORTÉE JURIDIQUE DU SAGE

Le SAGE doit être compatible avec le SDAGE et le Plan de Gestion des Risques d'Inondations (PGRI).

Le Code de l'Environnement encadre l'élaboration et le contenu des documents du SAGE qui le composent :

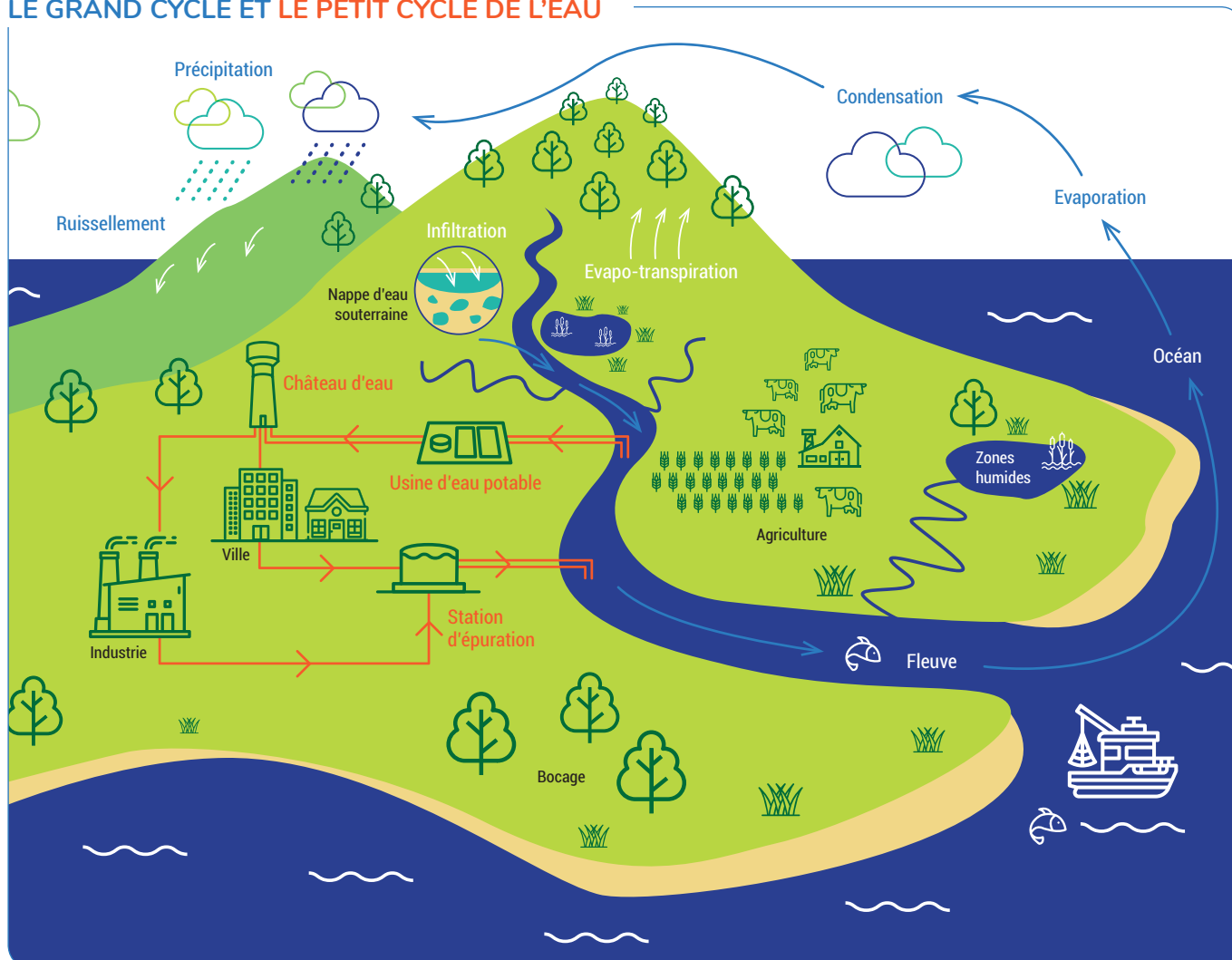
- en conférant une portée juridique basée sur un rapport de compatibilité pour le PAGD.
- en conférant une portée juridique basée sur le rapport de conformité pour le Règlement.

Les décisions de l'État et des collectivités prises dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le PAGD, dans les délais identifiés dans ce dernier.

Les documents d'urbanisme (SCoT, PLU, PLUi et Carte communale), les PPRi, les PAPI et les SRC doivent être compatibles ou rendus compatibles si nécessaire, avec les objectifs définis par le SAGE, dans un délai de 3 ans après approbation du SAGE. Le Règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers à compter de la date de publication de l'arrêté préfectoral approuvant le SAGE.

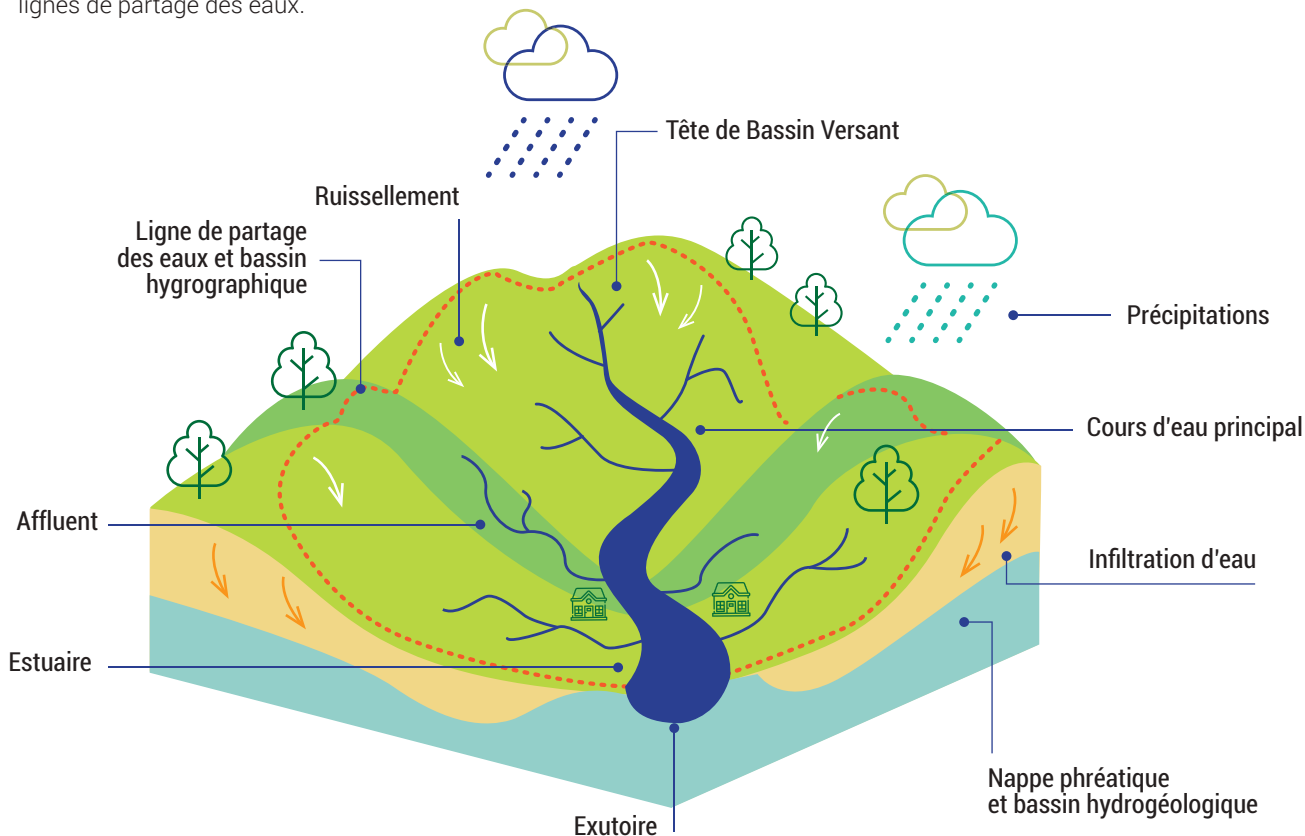
## 05. CYCLE DE L'EAU ET FONCTIONNEMENT D'UN BASSIN VERSANT

### LE GRAND CYCLE ET LE PETIT CYCLE DE L'EAU



## COMMENT FONCTIONNE UN BASSIN VERSANT ?

Un bassin versant est un territoire géographique qui concourt à l'alimentation d'un cours d'eau. Chaque goutte d'eau tombant sur ce territoire rejoindra la même vallée et le même exutoire (estuaire). Le bassin versant est délimité par des lignes de partage des eaux.



Crédits photos : APPCB - EPTB DU PAYS DE SAINT-BRIEUC - Ecole Production - Flaticon - Conception graphique : www.empathiedesign.com

## GLOSSAIRE

**BV**  
Bassin versant

**CLE**  
Commission locale de l'eau

**DCE**  
Directive-cadre européenne sur l'eau

**DDTM**  
Direction départementale des territoires et de la mer

**EPCI – FP**  
Établissement Public de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre (métropole, communautés urbaines, d'agglomération et de communes)

**EPTB**  
Établissement public territorial de bassin

**GEMAPI**  
Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

**IOTA**  
Installations, ouvrages, travaux et aménagements

**LEMA**  
Loi sur l'eau et les milieux aquatiques

**MAPTAM**  
Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles

**NOTRE**  
Loi portant nouvelle organisation territoriale de la République

**PAEC**  
Projet agroenvironnemental et climatique

**PAGD**  
Plan d'aménagement et de gestion durable

**PAPI**  
Programme d'actions de prévention d'inondation

**PLAV**  
Plan de lutte contre les algues vertes

**PLU (PLUI)**  
Plan local d'urbanisme (intercommunal)

**PGRI**  
Plan de gestion des risques d'inondations

**SAGE**  
Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

**SCOT**  
Schéma de cohérence territoriale

**SDAGE**  
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

**SRC**  
Schéma régional des carrières

